

FAITS SAILLANTS

- En 2025, le Tchad a traversé l'une des années les plus éprouvantes de la décennie sur le plan humanitaire. Entre épidémie, insécurité persistante, déplacements forcés massifs, essentiellement en provenance du Soudan et sous-financement chronique, les acteurs humanitaires ont fourni l'aide dans un contexte où l'urgence était permanente
- Selon ces résultats de l'analyse du Cadre harmonisé, 2,9 millions de personnes pourraient se retrouver en insécurité alimentaire aigüe pendant la période de soudure (mai-août).
- Le gouvernement et la communauté humanitaire ont lancé conjointement le 5 février 2026 le Plan de réponse humanitaire (HNRP) 2026.

CHIFFRES CLES

Population	18,9 M
Taux d'alphabétisé*	27,28%
Espérance de vie	52 ans
Taux de mortalité des <5 ans	133/1 000
Taux de mortalité maternelle	1063/100 000 Naissances vivantes
Personnes dans le besoin	7 M
Accès à l'eau potable	64%
PDI	215,9 K
Réfugiés	1,4 M
Retournés	306 K

FINANCEMENTS

986,1 millions

Fonds requis (en US\$)

17% Financés (28 févr. 2026)



Au sommaire

Une réponse humanitaire sous tension en 2025 P.1

Une légère baisse de l'insécurité alimentaire P.3-6

Lancement du HNRP 2026 P.5

Bilan

Tchad : Une réponse humanitaire sous tension en 2025

En 2025, le Tchad a traversé l'une des années humanitaires les plus éprouvantes de la décennie. Entre épidémie, insécurité persistante, déplacements massifs et sous-financement chronique, les acteurs humanitaires ont fourni l'aide dans un contexte multiforme où l'urgence était permanente dans un environnement de réduction financière importante.

Ce bilan de la réponse humanitaire 2025 met en lumière les défis, les progrès et les secteurs qui ont le plus peiné à répondre aux besoins croissants des populations vulnérables. Sur les **7 millions** de personnes dans le besoin, **3,4 millions** des 5,5 millions personnes ciblées ont finalement été assistées (63% de la cible repriorisée).



Koulbous, Wadi-Fira, 2025. Les réfugiés reçoivent des coupons alimentaires qui leur permettent d'obtenir du sorgho, des pois cassés jaunes, du sel, de l'huile végétale et des aliments nutritifs spécialisés (super céréales) destinés aux femmes enceintes et allaitantes ainsi qu'aux enfants. Crédit photo : WFP/Lena Vonzabern.

Des crises multiples et pressions humanitaires

La réduction drastique des financements par certains donateurs traditionnels fait partie des éléments majeurs qui ont contribué aux pressions humanitaires. L'un des événements majeurs de l'année reste l'épidémie de choléra déclarée le 13 juillet 2025, touchant cinq provinces : Ouaddaï, Sila, Guéra, Hadjer-Lamis et Barh El Gazel. Le bilan fait état de 2 979 cas et 167 décès, soit un taux de létalité alarmant de 5,61%. Cette situation a mis une pression considérable sur des services de santé et d'eau, hygiène et assainissement, déjà fragilisés. Finalement, l'épidémie a pu être contrôlée à la fin de l'année, avec la déclaration de la fin de l'épidémie par le gouvernement.

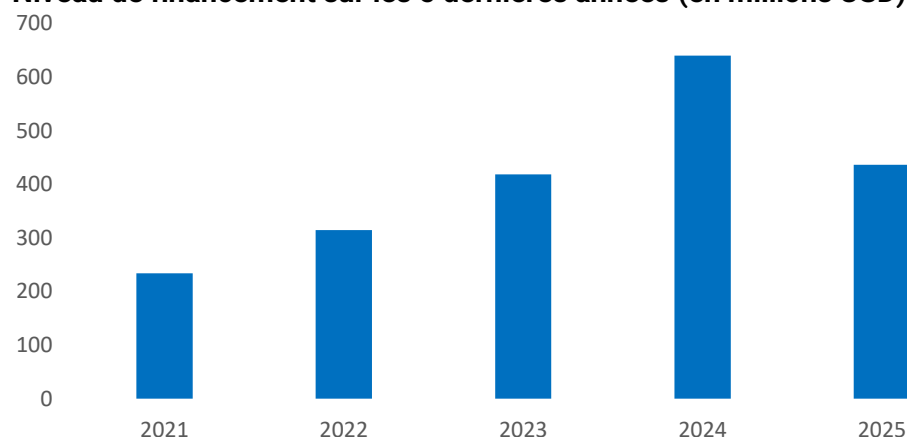
Au-delà de la crise sanitaire, le pays a également fait face à une détérioration accrue de la sécurité alimentaire, des déplacements internes liés aux conflits communautaires dans le Sud et aux attaques de groupes armés dans le Lac, un afflux massif de réfugiés et retournés du Soudan vers l'est du pays (Ouaddaï, Wadi Fira, Sila, Ennedi Est), des capacités d'accueil désormais saturées. En 2025, le Tchad a accueilli plus de 230 000 nouveaux réfugiés soudanais sur les 900 000 reçus depuis avril 2023.

Un financement dramatiquement insuffisant

Le Plan de Réponse Humanitaire 2025 n'a été financé qu'à 29,3%, soit 425,9 millions dollars américains sur les 1,454 milliard requis. Un net recul du niveau de financement comparé aux années précédentes et un des pires résultats de ressources mobilisées pour la réponse humanitaire. Néanmoins, si l'on considère le volume de ressources mobilisées, l'année 2025 est la deuxième année la mieux financée sur le quinquennat.

En 2024, la communauté humanitaire avait requis 1,125 milliards de dollars pour répondre aux besoins prioritaires de 4,6 millions de personnes affectées parmi les 6 millions dans le besoin. De cette enveloppe, 57% ont été reçus. Et l'année d'avant (2023), le HNRP, d'un montant de 920,6 millions a pu mobiliser 35% des fonds requis pour répondre aux besoins de 5,2 millions de personnes les plus vulnérables parmi les 7,6 millions dans le besoin.

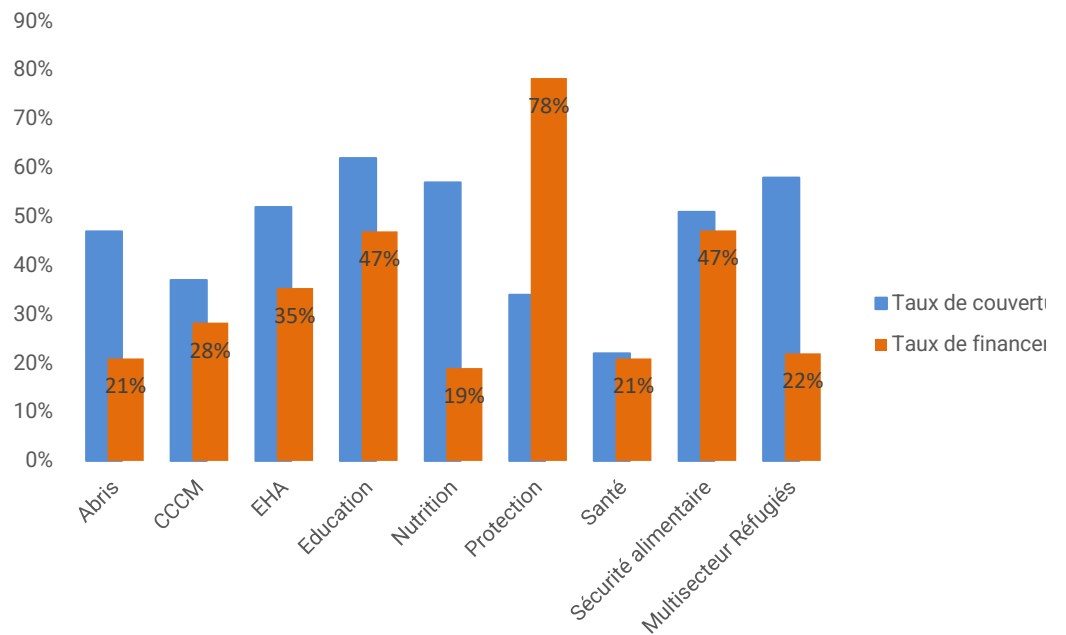
Niveau de financement sur les 5 dernières années (en millions USD)



Source : [Financial Tracking service \(FTS\)](#)

Cette contraction financière a forcé les équipes à recentrer leurs interventions essentiellement sur les services vitaux. Ainsi, en termes de financement, la protection et l'éducation sont les secteurs les mieux financés, avec plus de 50% de fonds reçus.

Niveau de financement et de réponse par secteur



Source : Bilan de la réponse humanitaire 2025, OCHA

Défis structurels persistants

La réponse humanitaire a fait face à plusieurs obstacles majeurs, à savoir la baisse de la présence humanitaire sur le terrain, liée à la réduction drastique des financements par certains donateurs traditionnels en février -mars 2025 et la fermeture de bureaux de certaines agences et organisations au sud. Les financements rigides et retardataires ainsi que la faible capacité de rapportage ont aussi limité les actions des acteurs humanitaires. Certaines contraintes administratives limitent l'accès humanitaire, pendant que l'insécurité persistante, la saturation des sites d'accueil et la baisse de la desserte des vols humanitaires (UNHAS), compliquent l'accès aux zones prioritaires.

Des avancées notables malgré tout

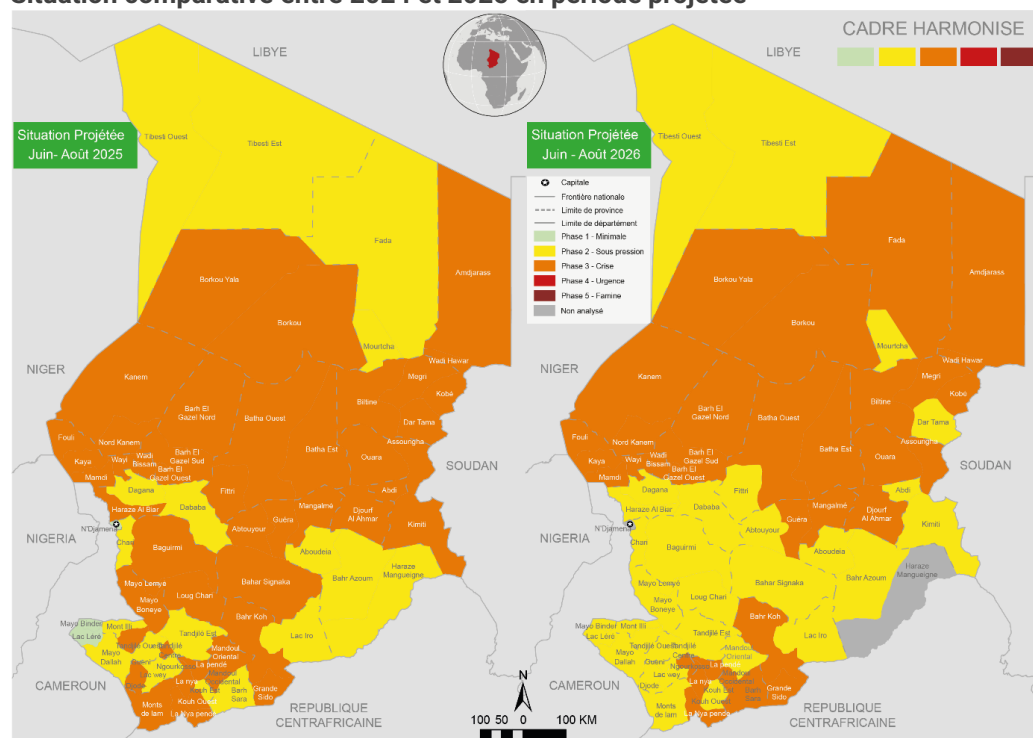
Quelques progrès significatifs ont marqué l'année 2025, entre autres une meilleure coordination avec le gouvernement, une réduction du délai des autorisations de circuler, une relocalisation de réfugiés vers des sites conformes aux normes humanitaires, et une attribution de nouveaux sites d'accueil.

Légère baisse de l'insécurité alimentaire au Tchad

Après avoir conduit l'analyse du Cadre Harmonisé (période de novembre 2025) pour évaluer la situation alimentaire et nutritionnelle au Tchad, le Comité d'Action pour la Sécurité Alimentaire et la Gestion des Crises (CASAGC) en a présenté les résultats au Premier ministre, le 11 décembre 2025.

Selon ces résultats, 1,93 million de personnes sont dans une insécurité alimentaire aiguë (phases 3-5) pendant la période actuelle (octobre-décembre 2025), alors que 2,8 millions de personnes se trouvaient dans cette situation en 2024. On estime que 2,98 millions de personnes pourraient se retrouver dans cette situation au cours de la période projetée (juin-août 2026), contre 4,2 millions en (juin-août) 2025.

Situation comparative entre 2024 et 2025 en période projetée



Source : CASAGC & OCHA

Une situation alimentaire globalement satisfaisante

La production céréalière est estimée provisoirement à 2,98 millions de tonnes, soit une augmentation de 9,9 % par rapport à 2024 et de 9 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cette estimation ne prend pas en compte les récoltes issues des cultures de contre-saison dont les données pourraient être disponibles en février 2026.

La hausse de la production céréalière est attribuée à une pluviométrie globalement favorable, bien que des irrégularités aient été observées dans la zone soudanienne, d'habitude qualifiée de grenier céréalier du pays. Les départements de Barh-Sara (Moyen Chari), Nya Pendé (Logone Oriental) et Guéra sont actuellement en phase de crise. En novembre 2024, plus de 10 départements à l'ouest, au centre et au sud étaient dans cette situation. Bien que la situation s'améliore par rapport à 2024, plus de 30 départements pourraient basculer en phase « crise » en période projetée (juin à août 2026).

Détérioration de la situation nutritionnelle

Malgré ces améliorations agricoles, la situation nutritionnelle se détériore dans certaines zones. Selon le cluster sécurité alimentaire, les admissions d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS) ont fortement augmenté, notamment dans les provinces de Hadjer Lamis (86 %), Moyen Chari (80 %), et Ennedi Est (74 %). Cette hausse est liée à l'afflux de déplacés et se justifie par une meilleure couverture des activités nutritionnelles. Ces situations nécessitent une réponse appropriée pour sauver la vie des enfants sévèrement malnutris.

Des facteurs qui agissent sur la sécurité alimentaire

La situation pastorale est également bonne actuellement grâce à des conditions climatiques propices, malgré des déficits localisés dans certaines zones sahéliennes. Les marchés sont bien approvisionnés en produits locaux, mais l'offre en produits importés reste perturbée par les crises sécuritaires et la hausse des coûts de transport. Les prix des céréales connaissent une baisse significative pour certaines espèces (mil - 19 % à Ati, sorgho -10 % à Moundou), tandis que le riz importé flambe (+74 % à Abéché).

Les prix du bétail sont en hausse, améliorant les termes de l'échange en faveur des éleveurs.

Actions recommandées pour améliorer la situation

Dans les zones où la situation nutritionnelle s'est détériorée, le CASAGC suggère le renforcement des programmes de prévention et de prise en charge de la malnutrition. Une surveillance accrue dans les zones accueillant des réfugiés est de mise. En vue de soutenir les réserves alimentaires des ménages, il est demandé au gouvernement de reconstituer les stocks stratégiques de l'ONASA. Le Gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, devra développer des actions durables pour réduire la vulnérabilité des populations.

En bref

Le gouvernement et la communauté humanitaire lancent le **Plan de réponse humanitaire 2026**

Le 5 février 2026, le gouvernement et la communauté humanitaire ont lancé conjointement le **Plan de réponse humanitaire** (*Humanitarian Needs and Response Plan, HNRP*) 2026. Ce plan met l'accent sur 4,5 millions de personnes dans le besoin et vise à fournir une aide humanitaire à 3,4 millions d'entre elles, qui sont les plus vulnérables. Pour répondre à ces besoins, le gouvernement et les acteurs humanitaires demandent 984,2 millions de dollars américains à la communauté internationale, dont 620,2 millions pour répondre aux besoins les plus urgents. Une nouveauté est que l'avant-propos du HNRP est cosigné par la ministre des Affaires humanitaires et le Coordinateur humanitaire, et que plusieurs ministres étaient présents à la cérémonie de lancement. Cela démontre l'engagement clair du gouvernement à garantir l'appropriation de la réponse humanitaire. Le rôle d'OCHA dans la conduite du processus du Cycle de programmation humanitaire 2026 et l'organisation du lancement du HNRP a été très apprécié.



Les officiels au lancement du HNRP 2026. Crédit photo : OCHA/Augustin Zusanné

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Dieudonné Bamouni, Chef de Bureau, dieudonneb@un.org, Tel. (+235) 68 85 10 05

Augustin Zusanné, Analyste à l'Information Publique, zusanne@un.org, Tel. (+235) 63 90 09 13

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA sont disponibles sur [www. response.reliefweb.int/chad](http://www.response.reliefweb.int/chad)